

Collection « Horizons Autochtones »

Collection dirigée par Irène Bellier

À l'issue d'une vingtaine d'années de négociation dans le cadre des Nations unies entre les représentants des États et les délégués des organisations autochtones, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones a été approuvée, en septembre 2007 à une très large majorité, par l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette adoption ouvre un nouvel horizon de réflexion et d'action sur les différentes modalités possibles d'exercice du droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes.

La collection « Horizons Autochtones » a pour objectif de faire connaître les dynamiques, luttes et changements que l'on observe dans la situation des communautés autochtones concernées par cette Déclaration à travers le globe.

DÉJÀ PARU DANS LA COLLECTION

Fontaine Guillaume, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie, conflits en territoires autochtones*

Bellier Irène (dir.), 2013, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*

Charters Claire et Stavenhagen Rodolfo (dir.), 2013, *La Déclaration des droits des peuples autochtones. Genèse, enjeux et perspectives de mise en œuvre*

Bellier Irène (dir.), 2014, *Terres, Territoires, Ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*

Bellier Irène et Hays Jennifer (dir.), 2016, *Quelle éducation pour les peuples autochtones ?*

Bellier Irène, Cloud Leslie et Lacroix Laurent, 2017, *Les droits des peuples autochtones. Des Nations unies aux sociétés locales*

Bellier Irène et Hays Jennifer (dir.), 2019, *Échelles de gouvernance et droits des peuples autochtones*

Barronnet Bruno et Melenotte Sabrina (dir.), 2020, *Peuples et savoirs autochtones, à l'épreuve des (dé)mesures*

LA COMBUSTION DU MONDE

Peuples autochtones, conservation
et marchandisation de la nature
en Asie du Sud et du Sud-Est

Sous la direction de
Frédéric Bourdier

Préface de
Guillaume Blanc

L'Harmattan

- Scott, James C.** (2009), *The Art of not Being Governed: An Anarchist History of upland Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 464 p.
- Socialist Republic of Viet Nam** (2020), Updated Nationally Determined Contribution (NDC), July, 41 p.
- Tien, Bui and Trung, Tan** (2023), "Elephant rides discontinued in Vietnam's Central Highlands, replaced with photoshoots", *Tuoi Tre News*, 8 March. <https://tuoitrenews.vn/news/features/20230308/elephant-rides-discontinued-in-vietnams-central-highlands-replaced-with-photoshoots/72019.html> [18 avril 2023].
- Ty, Pham Huu** (2015), *Dilemmas of Hydropower Development in Vietnam: Between Dam-induced Displacement and Sustainable Development*, Delft, Eburon, 218 p.
- USAID** (2013), « Vietnam tropical forest and biodiversity assessment », *US Foreign Assistance Act*, Section 118/119 Report, August, 79 p.
- Vietnam Travel** (2023), <https://vietnam.travel/sustainability> [7 avril 2023].
- Wood, Alexander; Stedman-Edwards; Pamela and Mang, Johanna** (eds.) (2000), *The Root Causes of Biodiversity Loss*, London, Earthscan, 416 p.

DOMINIC ROBERGE* ET JEAN MICHAUD**

Mesures néolibérales, réponses locales : Hmong et Yao de Sa Pa face à l'expansion du système de conservation environnementale de Hoàng Liên So'n au Vietnam

INTRODUCTION

Le 12 juillet 2022 marquait le vingtième anniversaire du parc national Hoàng Liên et plus de trente-cinq ans de conservation environnementale dans Lào Cai, une province frontalière des hautes terres du nord du Vietnam située à la frontière chinoise. Pour l'occasion, d'importantes banderoles affirmant l'importance de la conservation environnementale pour la nation socialiste étaient déployées dans tout le district de Sa Pa, où se dressent face à face l'aire protégée et la principale destination touristique de la région. Au même moment, en retrait de la ville, une cérémonie à huis clos rassemblant officiels provinciaux, gestionnaires régionaux, partenaires et organisations internationales, se tenait afin de souligner les réalisations du parc national. Le compte rendu de la rencontre fit état du succès indiscutable des mesures de protec-

* Titulaire d'une maîtrise en anthropologie à l'université de Laval au Canada.

** Anthropologue, professeur à l'université de Laval au Canada.

tion déployées dans l'aire protégée et des retombées considérables du programme de Paiements pour services environnementaux (PSE)¹ en amont du Plan de protection des forêts (2020-2025) établi à la suite du treizième congrès du Parti communiste vietnamien (PCV).

Les populations ciblées par ce programme de compensation privée – à plus de 80 % composées des groupes ethniques minoritaires Hmong et Yao (Dao) – furent les grandes oubliées de la rencontre alors qu'elles assurent un rôle de premier plan dans le maintien de l'aire protégée à l'interne: elles y habitent depuis des générations. Cette situation, typique des relations sociopolitiques inégalitaires entre la nationalité (*dân tộc*) kinh des basses terres – majoritaire et aux commandes de l'État – et les nationalités montagnardes minoritaires, sans poids politique et dispersées dans les hautes terres, témoigne d'une dynamique propre au Vietnam depuis la mise en place du régime communiste en 1945: une participation circonscrite et dirigée des communautés locales dans le projet de contrôle des espaces aux marges de l'État-Nation (Michaud & Turner, 2017; McElwee, 2012).

Alliant anthropologie de l'environnement et écologie politique critique, ce chapitre présente la transition néolibérale d'un chef-lieu de la protection environnementale au Vietnam, l'aire protégée de Hoàng Liên. Nous développerons d'abord une brève analyse du système de conservation au niveau régional, puis nous nous pencherons sur quelques effets et réactions locales provoqués par trois outils de gestion issus du programme PSE.

Les données alimentant ce chapitre proviennent d'une recherche ethnographique menée en 2019 à l'intérieur du parc national Hoàng Liên, dans la région de Sa Pa, province de Lào Cai. En plus de la recherche principale menée par Dominic Roberge durant son terrain de maîtrise (master), Jean Michaud a plus de trente ans d'expérience de terrain dans ces hautes terres, apportant ainsi une profondeur historique au traitement des données. Quatre-vingt-quinze entretiens semi-dirigés ont été conduits auprès de quatre-vingt-neuf personnes, soit trente-six individus hmong et vingt-huit yao dans les quatre communes principales de l'aire protégée (San Sả Hồ, Lao Chải, Tả Van et Bản Hồ), plus dix-huit officiels kinh employés dans les bureaux du parc national et de la capi-

1. Bien que l'application des PSE diffère d'une région à l'autre, la logique veut que les utilisateurs de services écosystémiques (exploitants de ressources) financent un programme de rétribution aux collectivités qui assurent des services environnementaux compensatoires comme la protection et l'entretien des forêts.

tales provinciales Lào Cai, ainsi que sept employés d'organisations non gouvernementales (ONG) impliquées dans des projets de conservation ou de développement dans le district de Sa Pa.

POLITIQUES DE CONSERVATION NÉOLIBÉRALE DE LEURS ORIGINES JUSQU'À LEUR NÉGOCIATION LOCALE

Nombre d'études sur la conservation néolibérale et les paiements pour services environnementaux centrent le débat théorique autour d'une définition restreinte de la conservation (Truong, 2022; Petheram & Campbell, 2010). En lien avec la progression du capitalisme financier à l'international, les approches néolibérales n'ont alors pour point commun que d'utiliser extensivement les mécanismes du marché afin de pallier la gouvernance inefficace des institutions traditionnelles (Bakker, 2010; Heynen *et al.*, 2007). De cette manière, la question se réduit à évaluer si, oui ou non, le système en place permet la pénétration du marché par la financiarisation des pratiques de conservation et le retrait progressif de l'État (Arsel & Büscher, 2012). Ainsi, dans les pays d'Asie du Sud-Est les PSE ne sont généralement pas considérés comme des mesures strictement néolibérales en raison de leur gestion centralisée et de la faible pénétration du marché financier (Duong & De Groot, 2020). Appuyés sur les redevances directes des entreprises présentes sur le territoire, ces programmes d'incitations économiques laissent en effet peu de place aux bailleurs de fonds transnationaux.

Pourtant, certains auteurs ont soutenu que si les PSE s'intègrent aux modèles de gouvernance étatique, ils y transposent également un lot d'objectifs et d'incitations néolibérales exogènes, avec des contradictions inhérentes (Di Giminiani & Fonck, 2018; Wynne-Jones, 2012). En adoptant une définition plus large du néolibéralisme², il apparaît que ce sont précisément dans les relations contractuelles et marchandes provoquées par ce type de programmes que se trouvent leurs caractéristiques néolibérales; à travers les mesures et les outils d'encadrement socio-économiques déployés dans les aires protégées, les PSE encouragent un

2. La conservation néolibérale peut être définie comme une forme de gouvernance environnementale basée sur l'économie de marché et les méthodes de gestion entrepreneuriales, déchargeant graduellement les responsabilités administratives sur les entreprises privées, les groupes de la société civile et les individus, sous la supervision législative de l'État et le support d'instances internationales (Harvey, 2005).

processus d'engagement par la responsabilisation et la surveillance à la fois individuelle et collective (Pellizzoni, 2011).

Ainsi, nous analysons le processus de néolibéralisation dans les hautes terres du nord du Vietnam à travers les effets politiques et sociaux spécifiques à sa mise en œuvre. Plutôt que d'aborder la conservation néolibérale comme un mécanisme de financiarisation, nous questionnons comment l'administration de Hoàng Liên Sơn, qui suit formellement un modèle socialiste, opère sous l'influence croissante de l'idéologie néolibérale. En explorant les conditions et les exigences du programme PSE de Lào Cai, nous voulons montrer comment cette dernière étend les principes du marché bien au-delà du champ économique pour mettre l'emphase sur la flexibilité, la responsabilité et l'entrepreneuriat de tous dans les processus de gestion et de protection de la nature (Asiyanbi *et al.*, 2019). Nous soutenons que la conservation néolibérale, à défaut de remplacer la gouvernance environnementale existante, en vient à réarticuler les réglementations coercitives à la base du développement dans les États centralisés. Par l'intercession de mesures comme les PSE, les gestionnaires des aires protégées mènent une intervention progressivement indirecte, misant sur les nouvelles obligations des communautés ciblées par ces programmes. Cette stratégie favorise la déconcentration de la gestion vers les plus bas paliers administratifs sans pour autant altérer le monopole législatif de l'État et de ses officiels ; c'est toute la finesse, mais aussi toute la contradiction de cette approche. Par l'entremise de ces solutions managériales, l'État peut alors affermir son contrôle sur des territoires et des populations autrefois hors d'atteinte tout en réduisant la pression directe sur ses institutions (Dressler & Roth, 2011).

Au-delà des analyses d'efficacité et d'impact suivant une approche positiviste, les recherches se penchant sur la réception locale des programmes PSE ont surtout été appliquées aux processus de contestation et d'engagement actif chez les populations touchées (Shapiro-Garza, 2013). Peu parmi ces études se sont attardées à la négociation furtive de ses paramètres – soit aux stratégies quotidiennes de négociation cachées derrière l'approbation tacite des mesures de conservation promues par les administrations (par ex. Holmes & Cavanagh, 2016) – en dépit d'un corpus théorique intimement lié au continuum foucauldien de gouvernance et subjectivation (Cortes-Vazquez & Ruiz-Ballesteros, 2018). Ainsi, proposons-nous de remplacer l'examen des dynamiques de conflits par une perspective de négociation des agents sociaux inspirée du concept de « politique de tous les jours » du politologue Benedict J.

Kerkvliet³. Cette approche donne à voir une gamme de pratiques livrées hors du champ public de la politique, dans des « interfaces » de l'arène politique du parc national et demeurant plus ou moins sous le contrôle des communautés locales du district de Sa Pa.

Ce regard nous permet d'exposer comment la restructuration des politiques conservationnistes est reçue et négociée par les acteurs locaux dans la poursuite de leurs pratiques quotidiennes, bref de mieux comprendre la nature et les limites de l'agentivité des Hmong et des Yao face aux mesures déployées par les autorités de Hoàng Liên Sơn. Nous répondons ainsi à un appel répété à investir la complexité de l'engagement local face aux stratégies contingentes, hybrides, situées et souvent complexes de gestion néolibérale appliquées à l'intérieur des aires protégées d'Asie du Sud-Est.

L'INTÉGRATION PAR LA CONSERVATION DES ESPACES PÉRIPHÉRIQUES AU VIETNAM

Depuis sa réunification en 1975 sous le régime autoritaire du PCV, la République socialiste du Vietnam (RSV) a eu pour préoccupation de resserrer son contrôle sur l'environnement et les populations des hautes terres afin de promouvoir activement leur incorporation à l'ensemble national. Dès la fin de la Deuxième Guerre d'Indochine, le gouvernement socialiste mené par l'ethnie majoritaire kinh se donnait pour objectifs d'atteindre l'unité tant sur le plan socio-économique qu'idéologique, culturel et frontalier (Michaud, 2009). Une politique d'implantation du pouvoir centralisé fut rapidement mise en place dans les hautes terres – l'autorité du PCV se voyant représentée à chaque niveau administratif (national, provincial, district, commune) par des conseils et comités populaires couvrant le territoire.

En parallèle, le plan de collectivisation des terres et les mesures de sédentarisation des populations minoritaires en place depuis l'indépendance au nord (1954) furent remplacées à partir de 1986 par des politiques de développement socio-économique sous l'impulsion du *Đổi*

3. La « politique de tous les jours » implique le respect, l'ajustement et la contestation des normes et des règles concernant l'autorité, la production ou l'allocation des ressources par des actes calmes, banals et subtils qui sont rarement organisés ou directs. Ce sont les activités d'individus et de groupes qui assurent la subsistance de leur maisonnée, luttent contre les problèmes quotidiens et traitent avec leurs semblables ou les représentants du pouvoir dominant (Kerkvliet, 2005).

*mới*⁴. Le désenclavement du pays ayant attisé l'intérêt des institutions transnationales (Banque mondiale, FAO, etc.) pour la situation socio-économique des hautes terres, la RSV profitait d'investissements massifs pour déployer graduellement sa stratégie d'expansion nationale par le financement technologique et les infrastructures, la participation à des projets menés par des ONG, la relocalisation massive vers les hautes terres des Kinh provenant des plaines (Hardy, 2005) et des programmes visant la normalisation des groupes montagnards. Parmi ces mesures, l'établissement d'aires de conservation devint un outil privilégié pour établir un contrôle dans les frontières de l'État-Nation.

Corollaire de l'intervention internationale dans les dossiers du PCV, la question de l'environnement s'est effectivement invitée dans l'agenda post *Đổi mới* en tant que priorité nationale (De Koninck, 1999). Le recul important du couvert forestier ainsi que les problématiques de glissements de terrain et d'inondations saisonnières des basses terres relevées par les scientifiques de Hanoï marquent alors considérablement l'esprit des populations kinh (McElwee, 2016). Le gouvernement central, toujours préoccupé par la stabilisation de ses espaces périphériques, en profite pour adopter une politique stricte concernant les environnements dégradés par les pratiques « irresponsables et arriérées » des populations minoritaires⁵. Une telle orientation s'alignait soigneusement sur les principes phares de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et habilitait l'État communiste à établir des zones vouées spécialement à la conservation des ressources naturelles, en grande majorité dans les hautes terres⁶. Avec le décret 194 de 1986, les premiers systèmes de protection environnementale prennent la forme de partenariats bilatéraux : l'État demeure gestionnaire des aires protégées mises en place, mais sous la supervision d'organisations internationales de conservation et d'agences de développement. Puis, en 2003, le

4. Le *Đổi mới* (politique du renouveau) réfère, à l'instar de la Chine de Deng Xiaoping en 1978, à une période de réforme importante ayant mené à l'ouverture graduelle du Vietnam communiste aux instances internationales et à l'économie de marché, notamment par la déréglementation néolibérale des entreprises d'État et la signature de partenariats transnationaux.

5. Particulièrement la culture par abatis-brûlis pratiquée traditionnellement par les Hmong et les Yao, toujours considérée – malgré leur interdiction – comme une des causes principales de dégradation forestière dans les hautes terres (Di Gregorio *et al.*, 2003).

6. En date de 2014, les aires protégées étaient au nombre de deux cent dix-neuf au Vietnam. Une majorité a été établie dans les zones frontalières, suivant le mouvement des capitaux et des intérêts politico-économiques nationaux (MNRE, 2014).

décret national n° 192 renforce la capacité législative et les pouvoirs des gestionnaires locaux sur la structure des parcs.

Ainsi, malgré leur juridiction nationale, l'administration des aires protégées demeure aujourd'hui régionale, en fonction d'objectifs définis par la province et ses partenaires internationaux. Dans les hautes terres, cette forme hybride de gouvernance a permis de justifier encore davantage l'extension du contrôle et de l'intégration politico-économique des populations non-kinh. Sur le terrain, le modèle réglementaire qui en résulte est le fruit d'un amalgame entre les principes de gestion communautaire – tolérant une activité humaine circonscrite – et l'approche des « *fences and fines* » (Polet & Ling, 2004), une stratégie de conservation forteresse s'appuyant sur les postes-frontières et les amendes pour assurer l'ordre dans les aires protégées.

LE PARC NATIONAL HOÀNG LIÊN

Promulgué parc national en 2002⁷, Hoàng Liên Sơn couvre près des trois quarts du district de Sa Pa, avec une superficie totale de vingt-neuf mille huit cent quarante-cinq hectares, subdivisée en une « zone cœur » de onze mille huit cent soixante-quinze hectares, une « zone tampon » faisant plus de dix-sept mille neuf cent hectares⁸ et un secteur de services administratifs de soixante-dix hectares. Dix communes de Sa Pa sont comprises dans la zone tampon, alors que seules San Sả Hồ, Lao Chải, Tả Van et Bản Hồ se retrouvent dans la zone cœur. Ces quatre communes et les multiples hameaux qui les composent ont une population totale de quatorze mille quatre cent soixante habitants (Walde *et al.*, 2019), très fortement composée de Hmong et de Yao dans les espaces en élévation, puis de Giáy, de Tày et de quelques entrepreneurs kinh dans le bas des terres.

Le parc national recèle une importante biodiversité aux yeux des autorités : deux mille huit cent quatre-vingt-quinze espèces endémiques y ont été recensées, dont près de quatre-vingt-cinq sont inscrites sur les

7. Demeurée Réserve naturelle provinciale durant près de seize ans (1986-2002), l'aire protégée de Hoàng Liên comprend aujourd'hui un conseil d'administration et six branches opérationnelles basées à Sa Pa (administration, finances, science et coopération internationale, conservation, éducation et services environnementaux, surveillance et protection).

8. La ville de Sa Pa, dix mille huit cent trente-neuf habitants, profite d'une dérogation spéciale à l'intérieur de cette zone.

listes rouges du Vietnam et de l'UICN. Au contraire de la zone tampon permettant les activités de production, les mesures réglementaires établies pour le secteur cœur sont strictes. Elles répondent à la structure du Service des gardes forestiers (SGF), dont les rangers assignés dans différents postes de garde ont pour tâche d'assurer le contrôle des transects forestiers et d'intervenir lors de perturbations anthropiques. Cela résulte en l'interdiction pour les maisonnées situées dans la zone cœur de développer de nouvelles terres arables, de faire la collecte de produits forestiers non ligneux, d'allumer des feux, de faire paître des animaux ou de participer à certains programmes de développement économique en vigueur dans la province (Tugault-Lafleur & Turner, 2011). Sur le papier à tout le moins.

LE CONTEXTE DES HAUTES-TERRES DU NORD DU VIETNAM

En plus de la question forestière, l'intérêt de l'État envers les hautes terres du nord vient de leur importance géopolitique. Les espaces montagnards représentent près de 70 % du territoire situé tout au long des frontières nationales et rassemblent plus de 20 % de la population totale du pays (GSO, 2019). S'élevant à une altitude moyenne de plus de cinq cents mètres, cette région combine un mélange de forêts, de hameaux épars, de marchés publics et de cultures de riz en terrasse qui s'étendent jusqu'aux extrémités des vallées qui départagent les versants montagneux (Michaud & Forsyth, 2011). Cette composition mène à un paysage hautement diversifié, aussi bien sur le plan linguistique, culturel, biophysique que climatique. Dans le nord, vingt-six des quarante-neuf nationalités minoritaires (*các dân tộc thiểu số*) reconnues par le gouvernement se partagent le territoire avec un nombre grandissant d'entrepreneurs kinh et d'officiels de l'État venus des basses terres (Michaud *et al.*, 2016).

Le district de Sa Pa, province de Lào Cai

Cette variété se retrouve dans le district (*huyện*) de Sa Pa, circonscription faisant partie de Lào Cai, une province (*tỉnh*) aux abords de la province chinoise du Yunnan. S'étendant sur six cent soixante-dix-sept kilomètres carrés, les dix-huit communes (*xã*) du district incluent huit

groupes minoritaires⁹ représentant plus des trois quarts des soixante-six mille habitants du district (GSO, 2019). Chaque unité administrative a son Comité populaire dirigé par des fonctionnaires kinh, eux-mêmes en contact avec les présidents des villages montagnards, tous se rapportant à la capitale provinciale. La majorité des hameaux composant les communes se distribuent de part et d'autre de la vallée de la Mường Hoa, rivière qui débute au nord-ouest de la chaîne alpine de Hoàng Liên¹⁰ et traverse le district, aujourd'hui ponctuée de barrages hydroélectriques construits et gérés par des entreprises privées. La ville de Sa Pa, seule agglomération urbaine du district, est un pôle commercial et une destination de prédilection pour les villégiateurs nationaux et internationaux à la recherche du climat frais et des paysages de montagne. Des dizaines de projets d'expansion touristique, tels que l'autoroute reliant Hanoï à Lào Cai ou le téléphérique de la multinationale Sun Group, montant vers le sommet de Phan Xi Păng (2016), ont participé à transformer radicalement la région depuis son désenclavement politique en 1993, altérant par le fait même le mode de vie des communautés non-kinh établies ailleurs dans le district, au premier chef les groupes hmong et yao composant respectivement 52 % et 25 % de la démographie totale du district (GSO, 2019).

Hmong et Yao du *huyện* de Sa Pa

Nationalités minoritaires, les Hmong et les Yao sont issus d'un même groupe linguistique (Miao-Yao) qui se retrouve dans cinq pays du continent asiatique et dont la structure sociale de base s'ancre dans la parenté, à savoir une famille étendue et répartie de façon fluide sur un territoire non exclusif. L'arrivée de ces populations étant relativement récente dans la région, ces derniers se sont généralement logés dans les espaces libres en altitude, à mille mètres ou plus pour les Hmong, suivis de près par les Yao (Bruneau, 2002). Les pratiques de subsistance des Miao-Yao du district de Sa Pa se caractérisent depuis au moins deux cents ans par un agroécosystème intégrant des champs permanents de riz en terrasse, puis de maïs et de manioc en pente (Slack, 2020). Celui-ci se

9. Par ordre démographique descendant, les Hmong, Yao, Tày, Giáy, Mường, Thái, et Hà Nhi (Xa Pho).

10. Ces montagnes, dont la très connue Phan Xi Păng (le toit du Vietnam à 3143 mètres d'altitude), marquent la continuité Sud-Est de la chaîne himalayenne.

complète par l'élevage du bétail à petite échelle (buffle d'eau, cochon, chèvres, poulets, chevaux, canards, etc.), l'utilisation de potagers pour les courges, fèves, chayotte, et de nombreuses plantes médicinales. En parallèle, la collecte de produits forestiers (bois de chauffage, pousses de bambou, champignons, miel sauvage, herbes médicinales, cardamome noire, trappe d'animaux, etc.) permet à la maisonnée de s'approcher de ses besoins de subsistance et parfois de dégager quelques possibilités de revenus sur le marché local¹¹.

En raison de l'empiètement du développement touristique sur le territoire et de la perte de l'accès à de nombreuses terres cultivables en raison de multiples accaparements infra-structuraux, résidentiels et industriels, un grand nombre de maisonnées hmong et yao situées à proximité de la ville de Sa Pa et des routes principales doivent aujourd'hui se tourner vers des stratégies alternatives (Turner *et al.*, 2015). À l'intérieur des forêts de Hoàng Liên Sơn, cela a mené à l'augmentation de l'exploitation sous canopée de la cardamome, de la revente de fleurs sauvages et de la circulation d'herbes médicinales vers les canaux commerciaux établis par la majorité kinh. Plus clandestinement, la transaction du bois de coupe et le braconnage d'espèces exotiques – des pratiques anciennes – préoccupent de plus en plus les autorités. À cela s'ajoutent les opportunités du tourisme et du développement dans le district (guide de randonnée, vente d'artéfacts, *homestay* [séjours payants chez l'habitant] et travail salarié), auxquelles beaucoup s'adonnent malgré leur marginalisation flagrante dans le réseau économique local. Apposant une nouvelle strate de contrôle territorial, l'aire protégée de Hoàng Liên complexifie cette situation et contribue à l'encadrement sévère des pratiques socio-environnementales des Hmong et des Yao.

TRANSITION NÉOLIBÉRALE DANS LE PARC HOÀNG LIÊN

L'expansion des pratiques néolibérales dans Hoàng Liên Sơn est le résultat de deux phases de réformes nationales menées depuis les années 2000. Constatant après quelques années d'opération le succès limité de l'approche «*fences and fines*» dans le relief escarpé des hautes terres, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) du

11. Ces pratiques locales, notamment la riziculture inondée, ne sont pas nécessairement représentatives des mêmes groupes présents ailleurs dans les hautes terres du massif sud-est asiatique.

Vietnam, alors en charge des forêts, organise dès 2006 la restructuration partielle du système d'aires protégées autour de programmes de cogestion des ressources soutenus par les organisations internationales actives sur son territoire. Afin d'en assurer le financement, les autorités se tournent vers les paiements pour services environnementaux, perçus comme avantageux en ce qu'ils permettent de soutenir l'effort de conservation régional sans nécessiter la décentralisation complète de l'administration ni engager le niveau national à monter de nouveaux budgets. En 2007, le Parti communiste vietnamien a donc ébauché une première politique PSE (décision 380 QT-TTG) à travers deux projets pilotes dans les provinces de Sơn La à quelque deux cent cinquante kilomètres de Lào Cai, et de Lâm Đồng dans les Plateaux centraux. Après une courte période d'essai, les PSE se voient institutionnalisés à l'échelle du pays en 2010 (décision 99 ND-CP), une première en Asie du Sud-Est.

Quelques mois plus tard, le programme fut introduit dans Hoàng Liên, ce qui permit au gouvernement de récupérer les redevances d'entreprises exploitant les ressources du parc national pour les réinjecter dans le système de conservation géré par la province¹². Le fonctionnement du parc national fut alors révisé en profondeur, et la gestion des transects forestiers auparavant assurée par les Comités populaires se vit attribuée à des brigades locales, sous la supervision des rangers. La délégation de certaines tâches de terrain aux communautés bénéficiaires permettait par le fait même d'outrepasser le palier communal de recentrer l'approche de la gestion régionale autour des pouvoirs administratifs du parc national. Les redevances se limitant aux entreprises hydroélectriques et de gestion de l'eau potable (sous 99 ND-CP), le MADR modifia la loi en 2018 avec pour objectif de ne fournir à terme que 25 % du budget de la gestion forestière aux paliers inférieurs, le reste devant être assuré en grande partie par les PSE (McElwee *et al.*, 2014). Nam Đức, le directeur du parc national, décrivait en 2019 les changements apportés :

“With the new law, we have more power over PSE related projects which aim to improve forest protection and livelihoods of the forest people, and can now tax

12. Les redevances liées au PSE passent par les coffres de la Banque d'Investissement et de Développement du Vietnam (BIVD) avant de retourner aux provinces.

the tourism industry¹³. Soon we will get more contribution from them than from water companies.” (entrevue, 2019)

En étendant la portée du programme PSE dans les hautes terres, la loi 156 ND-CP a rendu les bénéficiaires de l'économie néolibérale plus accessibles aux administrateurs. En conséquence, le parc national est devenu de plus en plus tributaire du financement privé et de l'exploitation de ses ressources naturelles pour administrer ses activités et livrer des services normalement assurés par l'État. Les fonds reposant aujourd'hui presque exclusivement sur la capacité des compagnies privées à engranger des revenus en fonction des précipitations (centrales hydroélectriques et de pompage) ou de l'achalandage touristique pour une période donnée (Wang *et al.*, 2020), la rétribution des communautés hmong et yao ciblées par les PSE suit ainsi intimement les aléas de l'industrie, causant une inconstance du programme à l'intérieur de l'aire protégée.

Les PSE mis en œuvre dans l'aire protégée de Hoàng Liên découlent en droite ligne des résolutions adoptées par le MADR sous l'influence de multiples institutions conservationnistes¹⁴. Bien que les programmes de cogestion issus des PSE à l'échelle mondiale soient pour la plupart volontaires, l'intégralité des communautés hmong et yao de la zone cœur du parc furent ciblées dès le début du projet par les officiels, et leur participation fut « fermement recommandée » aux présidents élus dans les villages minoritaires. En échange de leur contribution, les communautés sélectionnées perçoivent un versement annuel, dont le montant fluctue en fonction de la superficie conservée et des redevances totales venant des secteurs économiques¹⁵. Un ensemble de facteurs externes entre aussi en compte selon le directeur adjoint du SGF :

“If people don't protect good, get some forest fires or loose forest cover, they will get less money because they get paid exactly the amount of land they were able to protect [...] Also, if some year there is some problem—less water or tourists—we cannot give any more money to the people.” (entrevue, 2019)

13. Sun Group verse par exemple une redevance représentant 1 % de ses revenus en l'échange du territoire et des ressources utilisées pour son téléphérique. Le taux pour l'industrie hydroélectrique était de trente-six VND/Kilowatt en 2019.

14. Par exemple, le programme REDD+ de l'ONU, le projet KFW8 du groupe consultatif allemand GFA ou les recherches du Vietnamese Academy of Forest Science (VAFS), grandement soutenues par des bailleurs de fonds internationaux.

15. Le montant réglementaire par hectare dans la province de Lào Cai était de deux millions trois cent mille VND en 2019, soit cent dollars US.

En règle générale, le paiement aux familles hmong et yao est effectué durant l'une des trois rencontres annuelles entre les rangers et les villages récipiendaires, organisées dans les locaux du Comité populaire aux changements de saison. Selon les propos corroborés par plusieurs participants, ces rencontres qui ont maintes finalités, dépendent des situations survenues dans l'intervalle. Calquant l'ordre du jour des réunions communales du PCV, les rangers rafraîchissent alors les règles du parc national et effectuent de la prévention à propos des pratiques agricoles jugées néfastes, des produits forestiers proscrits et des manières d'éviter les feux de forêt. C'est à ce moment que sont mis en application les principaux outils de gestion socialiste-néolibérale liés aux PSE dans Hoàng Liên Sơn.

OUTILS DE SURVEILLANCE ET DE RESPONSABILISATION LOCALE ; CONTRATS, CERTIFICATS DE BONNE CONDUITE ET ÉQUIPES DE PROTECTION LOCALES

Depuis l'adoption des politiques nationales de conservation par la province et l'ouverture des bureaux du parc national à Sa Pa, un levier contractuel a été établi dans la zone cœur, unissant les « camarades » des hautes terres à leur Comité populaire dans la protection et le maintien de leur transect forestier¹⁶. Avec l'intensification du programme de paiements pour services environnementaux entre 2014 et 2018, la nature de ce contrat et son mode de rétribution ont considérablement évolué dans le but de refléter les nouveaux objectifs de l'administration. D'une gestion communale, le contrat est passé dans les mains des rangers – les représentants directs des pouvoirs provinciaux et nationaux – chargés de le faire signer par les maisonnées qui s'engagent alors à protéger le transect alloué au village. Le directeur général est clair à ce sujet :

“Each family, each household has to ensure their engagement to protect the forest. It is a compulsory contract; the local people have to sign it. It states the rules, for instance to take anything from the National Park, you have to ask permission to the rangers first. Forest People must also promise to protect the biodiversity and animals, that they will not harm the forests of the National Park.” (entrevue, 2019)

16. Diverses formes de contractualisation étant présentes dans la vie socialiste des hautes terres, l'adoption d'un contrat de protection fut recommandée par l'ONG britannique Frontier, dont les travaux de prospection scientifique – menés entre 1996 et 1999 à la requête du MADR – sont à l'origine du parc national (i.e. Tordoff *et al.*, 1999).

Contrairement aux projets pilote dans les provinces de Sơn La et Lâm Đông, menés sur une base volontaire, les maisonnées des villages sélectionnés dans Hoàng Liên Sơn se voient automatiquement recrutés ; les rares familles souhaitant être retirées du programme doivent plaider leur cause devant les rangers et passer par un processus bureaucratique fastidieux. En plus de l'influence exercée sur et par les présidents élus dans les villages, le contrat PSE ajoute à l'atmosphère péremptoire de l'aire protégée en surimposant une contrainte légale aux mesures appliquées aux Hmong et aux Yao sous le programme PSE, rendant généralement leur participation inévitable dans de telles conditions.

Tel que rapporté par Chu, un Hmong de la commune de Lao Chải dans la zone cœur, une règle s'est également ajoutée aux contrats signés à partir de 2019, en plus des règlements habituels du Parc :

"Sometimes they change the rules, so that is why we got a new contract this year. There were four rules before, but there are five in this one. The new rule states that you need to 'Show up and denounce people who are doing wrong'. 'Do not hide or cover people who disobey the rules of the National Park'." (entrevue, 2019)

La nouvelle réglementation induit un principe de délation et d'imputabilité non seulement envers le gouvernement, mais aussi envers la nature et l'ensemble des utilisateurs du territoire protégé. Avec la règle n° 5, le devoir de dénonciation déplace des compétences traditionnellement assurées par le Comité populaire pour les mettre dans les mains de ses habitants. Selon l'aveu du directeur et de ses adjoints, cette disposition vise à responsabiliser les Montagnards face à leur position dans le parc national tout en limitant la rétention d'information à l'intérieur des communautés.

Le deuxième outil socialiste-néolibéral employé par l'administration de Hoàng Liên Sơn se lie étroitement au contrat des paiements pour services environnementaux, cette fois sous la forme d'un « certificat de bonne conduite (*Giấy Khen*) ». Depuis son introduction en 2002 sous la recommandation de l'ONG Frontier, le *Giấy Khen* a lui aussi subi de nombreuses révisions au fil des ans, adoptant un vocabulaire de plus en plus méritoire et axé sur l'atteinte d'objectifs « collectifs et individuels » de protection dans les transects alloués aux villages minoritaires. Ce certificat, remis lors d'une cérémonie sur la place publique, accompagne désormais les diplômes d'études primaires et secondaires affichés aux murs des maisonnées hmong et yao. Marquant la fin de la boucle entre le contrat et les paiements annuels du programme PSE, les cer-

tificats de bonne conduite poursuivent la transition néolibérale du parc national en combinant la fierté socialiste avec une appartenance positive aux principes de conservation dans un mélange d'incitations autant sociales qu'économiques. De la sorte, les outils de responsabilisation des conduites initialement déployés par les comités du parti communiste prennent sous les PSE une tangente managériale engageant et récompensant l'autogestion personnelle des pratiques environnementale.

Le dernier outil de conservation renforcé par les réformes néolibérales s'inscrit de manière encore plus directe dans la structure centralisatrice de l'État vietnamien. Peu après l'ouverture du parc national, une méthode de surveillance novatrice avait été mise en place par les autorités du district de Sa Pa, avec la création d'équipes locales de protection, communément nommées « rangers locaux » dans les montagnes¹⁷. Quatre brigades forestières avaient effectivement été formées dans les communes de la zone cœur, dont les responsables faisaient périodiquement rapport à leurs Comités populaires respectifs. Depuis 2014, le financement par les PSE a permis d'étendre ce dispositif à l'ensemble des villages minoritaires présents dans l'aire protégée et d'amplifier les rondes de surveillance par l'ajout d'une rétribution variable¹⁸. Bien que certaines nuances subsistent d'une équipe à l'autre, celles-ci ont toutes une même structure de base. Tous les quatre ans, le président du village se voit chargé de faire élire une équipe composée d'une dizaine de volontaires et d'un chef de brigade, selon les proportions démographiques du village¹⁹. Celle-ci doit alors organiser ponctuellement des rondes de surveillance dans la forêt et tenir un carnet faisant état du transect forestier, lequel est ensuite transmis aux responsables du village. Avec un système pensé de telle manière, les officiels du parc national n'intercèdent qu'indirectement dans la vie des Hmong et des Yao par l'intermédiaire du président et des rapports d'activité.

Comme c'est le cas ailleurs dans les hautes terres du Vietnam du nord (Clement & Amezaga, 2008), le fonctionnement qui se déploie

17. Conséquence du Đổi mới, la loi foncière de 2003 établit la compétence des communautés locales comme entités juridiques pouvant détenir des ressources forestières et, plus particulièrement, en effectuer la gestion à travers la prérogative des communes (FAO, 2017). Comme l'exemple de Hoàng Liên le démontre, cette interprétation est aujourd'hui remodelée sous l'influence du financement privé et des acteurs non gouvernementaux prenant part au programme PSE.

18. Contrairement aux rangers de Hoàng Liên Sơn, les équipes locales ne reçoivent pas de salaire et sont payées selon le nombre de sorties effectuées dans la montagne, en fonction d'un budget résiduel au PSE.

19. L'élection par vote populaire suit la volonté de la majorité. Les Hmong et Yao rangers, élus par l'assemblée, n'ont généralement d'autres choix que d'accepter leur nouvelle position.

270 P P LA COMBUSTION DU MONDE

dans Hoàng Liên Sơn prend davantage la forme d'une déconcentration administrative que d'une décentralisation du pouvoir. Il en résulte un mode de gouvernance hybride, qui rejette les principes de participation démocratique pour faire de la cogestion un outil disciplinaire au sein des espaces et des populations des aires protégées. De ce fait, le climat autoritaire se maintient sous de nouveaux arrangements issus du recyclage de la rationalité néolibérale et des capitaux privés, qui entrecoupent les relations de pouvoir maintenues sous le régime communiste vietnamien sans en rompre le fil. Or, ce sont précisément dans les interfaces où se délèguent les tâches de gestion que se calent les principales opportunités de négociation quotidiennes des communautés Hmong et Yao.

HMONG ET YAO FACE AUX MESURES ET OUTILS NÉOLIBÉRAUX

En dépit de la gestion déléguée promue par le programme des paiements pour services environnementaux, la transition néolibérale dans le parc national Hoàng Liên n'a pas altéré la structure du pouvoir dans les hautes terres. Elle l'a au contraire renforcée aux paliers les plus bas. En réduisant les tâches administratives incombant à ses fonctionnaires, l'État vietnamien a affermi son emprise sur un environnement géographiquement et culturellement éloigné du pouvoir central. Par le biais du programme PSE, les directives nationales continuent d'affluer vers Lào Cai sans pour autant ouvrir la porte à des mécanismes de consultation ou de participation active au niveau des communautés ciblées. Ceci dit, le passage à un mode de gouvernance indirect dans les montagnes ne s'opère pas entièrement au détriment des populations montagnardes, qui se retrouvent en quelque sorte mandataires des règlements à l'intérieur de leurs transects forestiers, faisant d'eux les gestionnaires de leur propre bonne conduite. Les mesures PSE appliquées dans Sa Pa suscitent ainsi parmi ces communautés différentes stratégies alternatives d'accès aux ressources.

Depuis 2018, les modifications apportées aux règlements du contrat des services environnementaux ont encouragé une réinterprétation locale des normes de protection dans les villages minoritaires, notamment au niveau de la cueillette des sous-produits forestiers. Malgré leur engagement envers l'arrêt de cette pratique (règles 1 et 2 du contrat), des dizaines de familles situées dans le Parc récoltent chaque semaine de petites quantités de plantes et de bambou, quitte à y retourner plusieurs

HMONG ET YAO FACE À L'EXPANSION DU SYSTÈME DE CONSERVATION ENVIRONNEMENTALE AU VIETNAM 271

fois. Selon plusieurs participant.e.s, l'important est de toujours rapporter une quantité de produits non ligneux tolérable pour les rangers, qui ferment habituellement les yeux sur la consommation domestique :

*"hey don't stop us when we only take small quantities of bamboo shoots, herbs or drywood, only when we got a lot of them [...] When we see a ranger, we say it's for our family and they let us go"*²⁰. (entrevue, 2019)

D'autres nous ont confié profiter de l'absence des rangers en dehors des jours ouvrables ou des congés fériés : « *When the Rangers come in the village, nobody goes in the forest. We usually wait after 6pm or during national holidays* ». Ces stratégies de négociation étirent les règles du parc national et permettent aux Hmong et aux Yao de rester « sous le radar » du Service des gardes forestiers. Même lorsqu'ils prennent un contrevenant sur le fait, les rangers n'ont souvent d'autre choix que de tolérer la pratique : « *Rangers cannot say much to the people in the village because we go to the forest so many times and there is just too many people doing it [...] Even the families of local rangers do it today* ». Partout à travers la zone cœur, des comportements de ce type en viennent à tester le seuil de tolérance des autorités, qui, faute de pouvoir assurer une présence continue dans Hoàng Liên Sơn, ont dû s'accommoder des pratiques courantes des Montagnards ces dernières années. Comme l'intervention des rangers s'effectue la plupart du temps *post-facto*, ses conséquences sont généralement minimales, allant du simple avertissement au retrait du certificat de bonne conduite et des avantages PSE lors d'infractions abusives ou répétées.

En transférant la surveillance entre les mains des représentants locaux comme les présidents et les équipes de protection, les politiques néolibérales ont laissé une grande latitude aux acteurs à l'intérieur des transects forestiers. Cette situation mène à diverses formes de solidarité basées sur la réciprocité équilibrée entre les villageois :

"If we see someone from our clan or community, we don't say anything, but we will tell the ranger team if we see people from another village. That is because we know when people from our village need something. But, if we know a person that goes too much for forest products, we will talk to him 2 or 3 times before talking to the rangers in the village. Then, if he continues, they will go and tell the district rangers." (entrevue, 2019)

20. Les infractions majeures restent sévèrement punies, allant des amendes jusqu'aux peines d'emprisonnement.

Les rangers locaux sont eux aussi plus flexibles à l'égard des membres de leur collectivité : « *In this village, the rangers will not say anything if it is only to build a house. They don't say anything because they know them.* » Puisqu'elle contrevient à la gestion établie sous les PSE, la coopération entre les villageois et les représentants désignés se déroule à l'insu des autorités :

"We [the local rangers] are the only ones who go take a look in the mountain, so if we don't talk to the Rangers from Sa Pa District and the village keeps quiet too, they will never know what is going on [...] We only talk when people go too much in the forest." (entrevue, 2019)

Aussi subversives que ces pratiques puissent paraître, elles sont avant tout des actes de prudence. La solidarité entre les membres d'un même transect vise surtout à éviter la sanction des petits délits du quotidien tout en laissant le Service des gardes forestiers traiter les infractions plus graves. Pour maintenir cet équilibre, plusieurs responsables ont établi des initiatives de gestion informelles dans leur hameau. C'est le cas de villages hmong et yao dans les hameaux de Séo Trùng Hồ (Tả Van) et Ta Trùng Hồ (Bản Hồ), où les rangers locaux permettent aux maisonnées dans le besoin les « coupes exceptionnelles » d'arbres :

"Here, if a poor family needs to cut trees, they have to ask the leader of the village that will then ask us, the forest protection team. We will then go with them to show them which trees they can cut or not. There is no law that say that we're allowed to cut. We just do and the committee tolerates it." (entrevue, 2019)

Pour arriver à ces décisions de justice coutumière pondérées en fonction du libre arbitre et tenant compte de la position socio-économique de chacun, les présidents et membres d'équipes de protection interrogées tiennent leurs réunions à l'intérieur du village sans faire appel au SGF.

Ce type d'arrangements en accord avec la réalité et les besoins de la communauté permet de limiter les pratiques abusives en périphérie du village tout en préservant une cohésion sociale et interethnique. À la suite de conflits avec la portion Hmong du hameau, les Yao de Giàng Tả Chải (Tả Van) ont instauré un moratoire sur le bois de chauffage : « *Around here now, you cannot go even for dry wood. So, if you do it, you will have to pay a fine* ». Cette mesure était l'initiative de See, président du village et chef de l'équipe de protection locale :

"All villages are different... I had to ask everyone to come for a meeting, and then asked if they agreed. With [the protection team], we also asked them for the

amount they would prefer for the fine. This was a village meeting, not the People Committee." (entrevue, 2019)

Dans l'agglomération de San (Lao Chải), c'est plutôt une liste de dénonciation qui a été mise en place :

"We also have local laws here. We keep a list of the people that don't listen nor do what they are taught, and share it with the village. On the next year, they don't get the money for good forest protection... The money is from the Sa Pa District rangers, but the list was the idea of the local people in this commune." (entrevue, 2019)

L'exposition des contrevenants est ainsi à la discrétion des représentants désignés. Lors d'une entrevue, le président disait lui-même intervenir plusieurs fois auprès des fautifs avant de transmettre leurs noms à l'équipe responsable de la liste. Comme pour les autres règlements intermédiaires présents dans Hoàng Liên Sơn, le but reste le maintien des intérêts locaux, quitte à garder le silence sur certaines problématiques cruciales aux yeux de l'administration centrale.

CONCLUSION

À travers ces canaux alternatifs, les Montagnards négocient leur sujétion néolibérale et tirent parti des formes de pouvoir à leur disposition afin d'affirmer un peu plus librement leur univers de sens dans le parc national sans générer de conflit ouvert avec les autorités. En maintenant la gestion des enjeux socio-environnementaux dans l'enceinte du village, les leaders locaux peuvent se dégager une latitude décisionnelle autrement impossible dans le système centralisé du Vietnam socialiste, dont la plupart des paliers échappent entièrement à leur contrôle. Sans s'opposer directement au mode de gouvernance en place, ils s'exécutent de manière manifeste tout en prenant avantage des possibilités qu'offre la pratique raisonnée de la « politique de tous les jours ».

Faut-il en conclure que les Yao et les Hmong s'opposent directement au système de gestion dominant, le modèle socialiste-néolibéral ? Ce serait un raccourci téméraire, ne serait-ce que sur la question glissante de l'intentionnalité (Michaud, 2012). Mais en priorisant et réaffirmant la logique coutumière aux dépens de la réglementation formelle de Hoàng Liên Sơn, ils dérogent *de facto* au canon national et international subrepticement. En cela, ils font œuvre de résistance.

BIBLIOGRAPHIE

- Arsel, Murat and Büscher, Bram (2012), "Nature Inc: Changes and continuities in neoliberal conservation and market-based environmental policy", *Development and Change*, 43(1), p. 53-78.
- Asiyanbi, Adeniyi; Ogar, Edwin and Akintoye, Oluyemi (2019), "Complexities and surprises in local resistance to neoliberal conservation: Multiple environmentalities, technologies of the self and the poststructural geography of local engagement with REDD+", *Political Geography*, 69, p. 128-138.
- Bakker, Karen (2010), "The limits of 'neoliberal natures': Debating green neoliberalism", *Progress in Human Geography*, 34(6), p. 715-735.
- Bruneau, Michel (2002), « Évolution des étagements ethnopolitiques dans les montagnes sino-indochinoises », *Hérodote*, 107(4), p. 89-117.
- Clement, Floriane and Amezaga, Jaime (2008), "Linking reforestation policies with land use change in northern Vietnam: why local factors matter", *Geoforum*, 39: 265-277.
- Cortes-Vasquez, Jose and Ruiz-Ballesteros, Esteban (2018), "Practising nature: A phenomenological rethinking of environmentality in natural protected areas in Ecuador and Spain", *Conservation & Society*, 16(3), p. 232-242.
- De Koninck, Rodolphe (1999), *Le Recul de la forêt au Vietnam*, Ottawa, IDRC, 101 p.
- Di Giminiani, Piergiorgio and Fonck, Martin (2018), "Emerging landscapes of private conservation: Enclosure and mediation in southern Chilean protected areas", *Geoforum*, 97, p. 305-314.
- Di Gregorio, Monica; Rambo, Terry and Yanagisawa, Masashi (2003), "Clean, green and beautiful: environment and development under the renovation economy", in Luong, Hi V. (ed.), *Postwar Vietnam: Dynamics of a transforming society*, Washington, Rowman & Littlefields, p. 177-200.
- Dressler, Wolfram and Roth, Robin (2011), "The good, the bad and the contradictory: Neoliberal conservation governance in rural Southeast Asia", *World Development*, 39(5), p. 851-862.
- Duong, Ngoc and De Groot, Wouter (2020), "The impact of payment for forest environmental services on community-level forest management in Vietnam", *Forest Policy and Economics*, 113(C), p. 102-135.
- FAO (2017), *Forest Tenure in Cambodia, Nepal and Viet Nam*, Roma & Washington, FAO, 113 p.
- Gautier, Denis and Benjaminsen, Tor, A. (2012), *Environnement, discours et pouvoir. L'approche political ecology*, Versailles, Quae, 256 p.
- GSO (2019), *Results of the Survey on Households*, Lào Cai, Hanoi, Statistical Publishing House.
- Hardy, Andrew (2005), *Red Hills: Migrants and the State in the Highlands of Vietnam*, Copenhagen, NIAS, 384 p.
- Harvey, David (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 247 p.
- Heynen, Nik; McCarty, James; Prudham, Scott and Robbins, Paul (2007), *Neoliberal Environments: False Promises and Unnatural Consequences*, London, Routledge, 310 p.
- Holmes, George and Cavanagh, Connor (2016), "A review of the social impacts of neoliberal conservation: Formations, inequalities, contestations", *Geoforum*, 75, p. 199-209.
- Kerkvliet, Benedict J. (2005), *The Power of Everyday Politics: How Vietnamese Peasants Transformed National Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 320 p.
- McElwee, Pamela (2016), *Forests Are Gold: Trees, People, and Environmental Rule in Vietnam*, Seattle, University of Washington Press, 312 p.
- McElwee, Pamela (2012), "Payments for environmental services as neoliberal market-based forest conservation in Vietnam: Panacea or problem?", *Geoforum*, 43(3), p. 412-426.
- McElwee, Pamela; Nghiem, Tuyen; Hue, Le; Huong, Vu and Nghi, Tran (2014), "Payments for environmental services and contested neoliberalisation in developing countries: A case study from Vietnam", *Journal of Rural Studies*, 36(C), p. 423-440.
- Michaud, Jean (2012), "Hmong infrapolitics. A view from Vietnam", *Ethnic and Racial Studies*, 35(11), p. 1853-1873.
- Michaud, Jean (2009), "Handling mountain minorities in China, Vietnam and Laos: from history to current concerns", *Asian Ethnicity*, 10(1), p. 25-49.
- Michaud, Jean and Forsyth, Tim (2011), *Moving Mountains: Ethnicity and Livelihoods in Highland China, Vietnam, and Laos*, Vancouver, University of British Columbia Press, 252 p.
- Michaud, Jean; Swain, Margaret and Barkataki-Ruscheweyh, Meenaxi (2016), *Historical Dictionary of the Peoples of the Southeast Asian Massif*, Lanham, Rowman and Littlefield, 594 p.
- Michaud, Jean and Turner, Sarah (2017), "Reaching new heights. State legibility in Sa Pa, a Vietnam hill station", *Annals of Tourism Research*, 66, p. 37-48.
- MNRE (2014), *Vietnam national biodiversity strategy*, Hanoi, Ministry of Natural Resources and Environment, 176 p.
- Pellizzoni, Luigi (2011), "Governing through disorder: Neoliberal environmental governance and social theory", *Global Environmental Change*, 21(3), p. 795-803.
- Petheram, Lisa and Campbell, Bruce M. (2010), "Listening to locals on payments for environmental services", *Journal of Environmental Management*, 91(5), p. 1139-1149.
- Polet, Gert and Ling, Stephen (2004), "Protecting mammal diversity: opportunities and constraints for pragmatic conservation management in Cat Tien National Park, Vietnam", *Oryx*, 38(2), p. 186-196.
- Robbins, Paul (2012), *Political Ecology: A Critical Introduction* [second edition], New York, John Wiley and Sons, Ltd, 300 p.
- Shapiro-Garza, Elizabeth (2013), "Contesting market-based conservation: Payments for ecosystem services as a surface of engagement for rural social movements in Mexico", *Human Geography*, 6(1), p. 134-150.
- Slack, Patrick (2020), *Rolling the Dice with Spice: The Complexity and Risks of Ethnic Minority Livelihoods in Bát Xát District, Northern Vietnam*, Montreal, McGill University, Department of Geography, 149 p.
- Tordoff, Andrew; Swann, S.; Grindley, M. and Siurua, H. (1999), *Hoang Lien Son National Reserve: Biodiversity and Conservation Evaluation 1997-1998*, London, Frontier, 107 p.

- 284 > > > LA COMBUSTION DU MONDE
- Tugault-Lafleur, Claire and Turner, Sarah** (2011), "Of rice and spice: Hmong livelihoods and diversification in the northern Vietnam Uplands", in Jean Michaud and Tim Forsyth (eds.), *Moving mountains: Ethnicity and livelihoods in Highland China, Vietnam, and Laos*, Vancouver, UBC Press, p. 100-122.
- Turner, Sarah; Bonnin, Christine and Michaud, Jean** (2015), *Frontier Livelihoods: Hmong in the Sino-Vietnamese Borderlands*, Seattle, University of Washington Press, 223 p.
- Truong, Dinh** (2022), "Impacts of payment for forest environmental service policy in Vietnam: A case study of Muong Nhe protected area", *Trees Forest and People*, 7, p. 1-10.
- Walde, Janette; Huy, Duc; Tappeiner, Ulrike and Tappeiner, Gottfried** (2019), "A protected area between subsistence and development", *International Journal of the Commons*, 13(1), p. 175-204.
- Wang, Hao; Meijerink, Sander and Van Der Karbben, Erwin** (2020), "Institutional design and performance of markets for watershed ecosystem services: A systematic literature review", *Sustainability*, 12, p. 1-23.
- Wynne-Jones, Sophie** (2012), "Negotiating neoliberalism: Conservationists' role in the development of payments for ecosystem services", *Geoforum*, 43(6), p. 1035-1044.

RACHEL THOMAS* ET JEREMY LONDON MORELL**

Ouvrir la voie à une gestion durable des forêts chez les Orang Asli en Malaisie

INTRODUCTION

La crise environnementale des xx^e et xxi^e siècles a entraîné de profonds bouleversements qui constituent l'un des plus grands dangers pour la stabilité écologique et la capacité d'adaptation de l'homme. Elle continue à provoquer une perte irrémédiable pour la biodiversité mondiale. Cette crise environnementale a affecté de manière disproportionnée les populations autochtones qui résident le plus souvent dans certains des endroits les plus écologiquement diversifiés de la planète et qui ont domestiqué environ 60 % des cultures mondiales (Popp, 2018). La mesure dans laquelle elles ont été touchées, corrélée à la mesure dans laquelle elles dépendent de la diversité soulignent clairement le rôle que les peuples autochtones du monde entier jouent actuellement dans les efforts de préservation et de sauvegarde de l'environnement.

* Sociologue malaisienne rattachée au département nutrition de l'université Wisconsin Green Bay (USA).

** Chercheur américain indépendant et réalisateur de documentaires.

Ce chapitre a été traduit par Frédéric Bourdier.